

L'accord du 11 janvier : De nouvelles mesures en faveur du patronat L'austérité pour les travailleurs!

Le 11 janvier 2013, le MEDEF et certains syndicats jaunes (CFDT, CFTC, CFC-CFE) ont signé les accords nationaux interprofessionnels (ANI) dits « sécurisation de l'emploi ». Après les cadeaux fiscaux de 20 milliards d'euros fait au patronat en novembre 2012, le gouvernement PS poursuit sa politique de classe contre les travailleurs. Ce nouvel accord s'en prend clairement aux acquis obtenus par les luttes du mouvement ouvrier au cours du siècle passé. Il permet au patronat de faciliter les licenciements et de dégrader les conditions de travail afin de faire face aux difficultés économiques qu'impose la crise générale du système capitaliste.

Ces reculs ont pour but d'une part de diminuer les salaires, les indemnités de licenciements et tous les revenus des travailleurs afin d'augmenter les profits pour la minorité capitaliste et d'autre part, afin briser les résistances des ouvriers combattifs qui refusent le chômage ou la réduction de leurs salaires.

Les contrats précaires, les CDI intermittents, vont être désormais testés dans les petites entreprises : on se doute fort du résultat dans des secteurs où il est difficile de se défendre. Pire encore, le gouvernement « socialiste » exauce les vœux du patronat puisque l'accord facilite les licenciements collectifs. Dans ce contexte, le « dialogue social » prôné par le PS n'est qu'un paravent destiné à cacher les attaques frontales sans précédent que mène le patronat contre les travailleurs. Derrière les discours démagogiques de Bruno Le Roux, président du PS au Parlement qui déclare que l'ANI permettra « *plus de protection pour les salariés* » se cache en fait la mobilité forcée, la diminution des salaires, l'augmentation des heures de travail. Cette dernière mesure force les prolétaires à offrir gratuitement des heures quotidiennes en plus. En même temps que le patronat dégrade les conditions de travail, il s'arme de la possibilité de licencier pour motif personnel tous ceux qui refuseraient l'application de ces accords. Il s'agit donc bien là d'une nouvelle mesure d'austérité avec une nature de classe bien claire.

Mais est-ce le patronat qui prend sa revanche sur la « victoire de la gauche » en 2012 comme le prétendent certains socialistes et le Front de gauche, ou est-ce que le gouvernement « socialiste » n'est pas plutôt l'allié naturel, le gestionnaire zélé du capital ?

En tant que communistes, nous penchons pour la deuxième proposition et l'histoire des gouvernements de gauche nous donne raison. **Nous portons la conviction que ce gouvernement ne changera rien. Que ce soit la droite ou la gauche, leur seul objectif est de venir au secours du capitalisme malade et protéger le profit des grandes entreprises. Le gouvernement PS-PC de 1981 par exemple bloque en 1982 les salaires durant quatre mois et effectivement durant cette période le pouvoir d'achat diminue et le chômage augmente, mais toujours les attentes du patronat sont respectées.**

Quant aux nationalisations puisque ce mot d'ordre revient à la mode, il ne faut pas oublier qu'elles ont servi à ce moment là à détruire méthodiquement des dizaines de milliers

d'emplois dans les mines, la sidérurgie et la métallurgie. Mais certains penseront qu'il ne s'agissait là que d'une « erreur ». Pourtant la gauche plurielle n'a guère fait mieux : c'est même le gouvernement qui a le plus privatisé : France Télécom, Air France, Autoroute du Sud de la France, Crédit Lyonnais, Gan, aérospatiale... Et rappelons-nous la déclaration d'impuissance de Jospin face aux licenciements des ouvriers de Michelin. Non le gouvernement « socialiste » ne se positionne pas dans le camp des prolétaires. Ce n'était pas le cas hier, aujourd'hui ça ne l'est pas non plus. Ce gouvernement ne changera rien, il ne peut modifier les lois du capitalisme qui engendre les crises, alors il se contente de les accompagner et se comporte en gardien de l'ordre actuel en essayant de favoriser la compétitivité et en optimisant la production : en réduisant donc le salaire des prolétaires. Ce sont eux qui font les frais de la faillite du système capitaliste.

Pour autant, les travailleurs ne sont pas dupes, beaucoup d'entre eux comprennent toute la nocivité de ces mesures d'austérité. Depuis le mouvement de 2010 contre la réforme des retraites, les luttes reprennent de la vigueur et les ouvriers commencent à reprendre conscience de leur force. Les vagues de licenciements dans de nombreuses usines favorisent l'union et l'unité des forces contre le patronat et la complicité du gouvernement : des formes de luttes se développent comme la grève, la solidarité entre travailleurs, les pétitions, les débrayages, le blocage et l'occupation des usines. La lutte de classe s'amplifie et face à cette pression, le gouvernement dévoile de plus en plus de quel côté il se situe : ce n'est pas contre les bourgeois qui licencient qu'il envoie ses CRS mais contre les ouvriers, l'ensemble des travailleurs qui se révoltent face à l'austérité. La seule réponse du gouvernement face à cette colère qui monte est la répression : Manuel Valls l'exprime bien lorsqu'il affirme que les ouvriers en lutte menacent de détruire l'outil de travail. Pourtant c'est bien la rapacité des patrons à la recherche du profit qui détruit des milliers d'emplois, la vie de millions de travailleurs et conduit parfois à des gestes désespérés. La bourgeoisie reconstruit ailleurs ses usines pour exploiter, comme ici en France, d'autres travailleurs et peuples qui leur rapporteront plus.

La mobilisation contre les mesures en faveur du capital demeure plus que nécessaire mais elle ne sera pas suffisante si elle n'est pas dirigée contre le gouvernement et le système qui en sont à l'origine. Les communistes sont persuadés que c'est par la lutte classe contre classe que nous pourrons faire reculer ce gouvernement au service du patronat et que les « solutions » réformistes pour améliorer le système sont périmées et mènent à l'impasse. La bataille parlementaire que propose le Front de gauche est une illusion et une perte de temps : elle ne permet pas de créer un quelconque rapport de force pour faire plier le PS (d'ailleurs veulent-ils vraiment se le mettre à dos avant les élections municipales qui approchent ?)

Il faut aussi être clair : sans Parti communiste révolutionnaire cherchant à détruire ce système, qui se bat sur le terrain politique et non seulement syndical, nos luttes ne seront pas assez fortes pour imposer les intérêts de l'ensemble des travailleurs contre la bourgeoisie. Sans direction de classe offensive, créant un rapport de force pour faire reculer le pouvoir du capital, les luttes resteront limitées au stade de la protestation. Les syndicats qui n'ont pas signé cet accord appellent à la mobilisation, les communistes ne peuvent rester à l'écart des luttes ouvrières quelles que soient les formes qu'elles prennent, de la simple pétition à l'occupation des usines pour contrecarrer les plans d'austérité du PS et mettre en mouvement l'ensemble de la classe.

**Aujourd'hui, les luttes doivent converger
pour combattre l'austérité et demain abattre le capitalisme.
Aucun licenciement, Aucune dégradation des conditions de travail !
Unité des travailleurs dans la lutte classe contre classe !**

Adresse électronique du ROCML Roc.ml@laposte.net Site du ROCML : <http://www.Rocml.org>

Adresse électronique de la JCML : jcml.nationale@yahoo.fr

Adresse postale ROCML et JCML : ASS. GRANDROC Villa OctoSun 3 clos de lutché – 31380 GARIDECH